

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 633 20 OCTOBRE 2009

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques. Il favorise les libertés, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour chaque mardi.

ARISTOTE :

« Dieu meut le monde comme objet d'amour »

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT ET SANS MODERATION

EDITO

LE GRAND PARIS

L'idée de penser à créer le grand Paris est une idée funambulesque inspirée par la logique socialiste du pouvoir actuellement en vigueur.

D'abord, en tous domaines quels qu'ils soient, ce pouvoir veut exercer une véritable dictature sans laisser le marché le marché faire apparaître les vrais besoins. Pendant très longtemps le principe était d'aménager le territoire en vue de décentraliser : changement de braquet et nous voici avec une chimère contraire.

Ensuite, comme tout projet étatique, l'idée s'adosse à la perspective de créer de nouveaux gigantesques fromages : plus les unités administratives sont grandes plus la richesse des

manipulateurs au sommet est grande. Personne ne peut même imaginer la richesse des futurs présidents de ceci et de cela dans le cadre du « Grand Paris »

Le prétexte, car il y a toujours un prétexte, est de concurrencer les grandes métropoles comme Londres, Tokyo, Mexico, New York et bien d'autres.

Le rêve de tripler ou plus le quartier de la défense s'inscrit aussi dans le projet, ainsi que celui de bâtir un périphérique ferroviaire.

En attendant, la valse des milliards trotte dans toutes les têtes avec évidemment les travaux publics et les banques qui salivent à la pensée d'un projet pharaonique ; plus le projet sera grand, plus elles gagneront.

La ruine viendra de la valse des milliards qui seront vite multipliés. En effet, dans tout projet public de cette ampleur, banques et travaux publics minorent les coûts pour lancer les projets : au finish les coûts sont doublés ou triplés ; voir l'eurostar dont les actionnaires d'origine ont été une ou deux fois ruinés. Il n'y a aucun intérêt pour les habitants de Paris à voir la métropole s'agrandir, ce qui fera exploser une foule de problèmes et en particulier ceux concernant la sécurité publique. Il est évident aussi que si le projet voit le jour la vie des parisiens sera rendue absolument infernale pendant de longues années à cause des travaux à réaliser.

En outre le détournement des fonds publics en faveur du grand Paris aura pour objet d'assécher les financements de beaucoup d'entreprises privées seules créatrices de vraies richesses.

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

L'EGLISE ANGLICANE

L'église anglicane, comme chacun le sait, est en coma avancé. Le plus surprenant est que la reine de Grande-Bretagne ajoute à ces titres multiples celui de « chef de l'église anglicane ». Cela ne l'a pas empêché d'admettre des femmes évêques et même dit-on des évêques homosexuels. C'était très certainement un domaine où elle pouvait si elle le souhaitait faire barrage à l'idéologie mondialiste. Elle ne l'a pas fait. Cela veut-il dire qu'elle ne croit en rien et qu'elle est athée ? C'est possible.

Ce qui conduit à faire ce petit tour dans les problèmes de l'église anglicane est que celle-ci s'est émue du projet de réglementation européenne de certains fonds. Son inquiétude est que la directive réduise ses capacités de générer des fonds pour poursuivre ses missions caritatives.

Une question : comme elle n'aura bientôt plus aucun fidèle comment va-t-elle financer ses missions caritatives ?

LES POMPIERS

Le pouvoir est absolument immobile d'un vis-à-vis des 500 villes qui sont aux mains des marchands de drogue et des malfrats.

Les dernières nouvelles concernant les pompiers sont absolument terrifiantes. De plus en plus souvent agressés les soldats du feu suivent des stages d'autodéfense et sont obligés de demander l'appui de la police pour se rendre dans certaines cités.

Dans une banlieue de Paris la caserne est comme une forteresse. Lorsque ces vaillants soldats du feu veulent pénétrer quelque part ils sont obligés de se protéger car il arrive qu'on leur jette sur la tête des blocs de béton ou des appareils ménagers.

Il ne faut pas s'étonner si il y a une crise des candidatures pour devenir pompier et ceci malgré les avantages financiers et d'horaires de travail extrêmement favorables.

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions les lettres telles qu'elles nous parviennent et elles n'engagent que leurs auteurs)

SARKO

J'ai rapidement lu l'entretien donné par le président de la République au *Figaro* (édition du 16.10.2009). Je ne retiendrai qu'un sujet qui me semble caractéristique du personnage. C'est celui du régime des retraites, dossier sensible et toujours plus urgent à régler. Il affirme que le débat sera ouvert sans aucun tabou, que les décisions seront prises pour fin 2010, qu'il ne prendra pas position avant et que, bien sûr, il n'éludera pas ses responsabilités. On doit donc s'attendre à un vrai grand débat mettant sur la table la capitalisation, la retraite par points, ou encore l'égalité des régimes public/privé, etc. Hélas, il termine par cette phrase : " *Je garantirai la pérennité de notre modèle social* " ; autrement dit, alors que le débat n'est même pas ouvert, il le ferme en annonçant que rien de fondamental ne changera.

Pour la petite histoire, alors qu'il était déjà politiquement mort, juste après la chute du Mur de Berlin, Gorbatchev présentait son action de la même façon que la phrase de Nicolas Sarkozy, mise en titre par *Le Figaro*, en se battant contre les forces de l'immobilisme et celles de la réaction. Est-ce un présage ?

Francis DEMAY

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser largement)

LUNDI 19 OCTOBRE 2009

RESTAURATEURS

Donc, après des années de lobbying, les restaurateurs ont obtenu enfin de voir la TVA passée de 19,6 % à 5,5 % dans leur activité. Cet étonnant parcours nous offre un véritable miroir de la société française avec tous ses aspects négatifs dans les temps que nous vivons.

Aux départ, une campagne électorale. Pour obtenir le gros lot dans le butin étatique le candidat à la présidence fait la promesse qu'aujourd'hui il arrive à tenir : c'est bien de l'achat de voix pur et simple dans la plus belle tradition de la fausse démocratie à la française ; les restaurateurs sont des centaines de milliers et leurs amis se trouvent pratiquement dans toute la population. Pour faire passer des idées fausses, il n'est rien de tel que de lancer des contrevérités ; l'une de ces contrevérités est que la mesure pourrait conduire à des emplois nouveaux ou à une baisse des prix de la restauration. Nous verrons plus loin ce qu'il faut penser.

L'achat de voix se passait en fait avec de la fausse monnaie car le candidat président, qui est devenu maintenant un président candidat, n'ignorait pas, en tant qu'europeïste qu'il avait abandonné, pour l'essentiel, le gouvernement de la France à la bureaucratie européenne, elle-même peu encline au projet. Dans les démocraties les plus prétentieuses, l'achat et la vente de voix se poursuit avec entrain mais très souvent avec de la fausse monnaie.

Un lobby s'est constitué avec le financement des restaurateurs en particulier les plus importants et sous le nom de « club TVA » ; les moyens ont été nécessairement importants. Son président, Jacques Borel, savait de quoi il s'agissait puisqu'il est à l'origine de la restauration collective en France. Après certaines tribulations, le voici brillamment récompensé puisqu'il n'a pas hésité à dire publiquement que le succès pour la TVA lui rapportait contractuellement un million d'euros avant impôts. Il a tempéré son succès en indiquant que pour l'obtenir il y a du travailler dur en faisant 71 heures par semaine

pendant plusieurs années ; personne sur ce point n'est obligé de le croire, surtout alors que l'on évoque au même moment le stress au travail ! Il va de ce fait prolonger l'expérience dans d'autres pays : Belgique, République tchèque, Finlande, Allemagne, Royaume-Uni.

Quoi qu'il en soit, revenons aux conséquences pour les restaurateurs de cette bonne nouvelle.

Le gouvernement se vante d'avoir obtenu des organismes professionnels la promesse d'un grand nombre d'emplois : 40 000 créations d'emplois, soit 20 000 embauches pérennes et 20 000 jeunes en contrat d'apprentissage.

Cela montre une nouvelle fois la méconnaissance des réalités économiques. Comment, à partir d'une tour de contrôle centrale, peut-on raisonner sur 200 000 entreprises employant 900 000 personnes, chaque entreprise connaissant son propre parcours et sa propre organisation ?

Le même gouvernement s'est vanté d'exiger des restaurateurs des baisses de prix. Les syndicats des restaurateurs avaient promis que les baisses de prix concerneraient sept produits sur dix types de plats (entrée, plat, dessert) mais qui représenteraient aussi 30 % du chiffre d'affaires : admirons la précision de la visée. Que veut dire une baisse de prix dans une production aussi variée et qui se renouvelle quotidiennement ? Faut-il compter le nombre de petits pois dans l'assiette et la dimension de la viande ? Quelle différence y a-t-il entre le prix de la salade d'été et celle d'hiver ? La presse se plaint que tout est brouillé par les changements de carte.

Le même pouvoir a perdu du temps et de l'argent pour contrôler les grandes chaînes de restauration qui, elles aussi avaient pris des engagements dans ce sens.

Un ministre qui, courageusement, est resté anonyme a indiqué : « Cette baisse de la TVA, est une énorme connerie. Il n'y a plus un député U.M. P. qui soutienne cette mesure ».

Un restaurateur est venu à la télévision pour se féliciter de ce que la nouvelle mesure lui évite de déposer son bilan. Depuis plusieurs années, il vit sur le salaire qu'il donne à sa femme pour l'aider dans son travail ; il va pouvoir enfin se rémunérer lui-même : va-t-il dans les statistiques compter comme un emploi créé ?

Voici plusieurs remarques pour conclure sur le sujet.

Un restaurateur a indiqué que, dans la foulée, il avait reçu de la pub de l'UMP pour le faire adhérer : c'est donc bien de l'achat de voix.

L'argent que pour des raisons purement électorales le gouvernement va rendre aux restaurateurs sera pris ailleurs. Les consommateurs auraient tort de se réjouir si les prix baissent, ils seront ruinés d'une autre façon par ailleurs.

Supprimer ou réduire des impôts sans détruire des dépenses publiques n'est qu'une pure gesticulation sans importance.

Tous les impôts sont meurtriers par nature et la TVA comme les autres. Cependant, si un gouvernement de droite arrivait aux affaires, il ne commencerait sans doute pas par supprimer ou réduire la TVA. Il est des impôts plus facile à supprimer rapidement.

Et, surtout, une foule d'autres activités que la restauration mériteraient la TVA à taux réduit ; pourquoi l'une et pas l'autre.

Mystère et victoire du lobbying. !

Michel de Poncins

CITATION :

SARKOZY

« Je n'augmenterai pas les impôts »

NDLR : Il a créé depuis deux ans et plus au moins 20 impôts nouveaux, sans les impôts cachés qui sont légion.

REVUE DE PRESSE

LES RAVAGES DU DIVORCE

Il est connu que le divorce a été institué par Napoléon Ier, dans la foulée des fausses lumières dont il était un fidèle et un propagateur. 200 ans après, les ravages du divorce ne cessent de s'étendre dans tous les domaines de la société. Que ce soit l'éducation, la famille, la sécurité publique, la drogue : dans tous les domaines, il est facile de constater que les familles désunies sont les victimes du divorce et connaissent toujours les plus grands problèmes. Beaucoup de crimes et de délits sont accomplis par des jeunes venant de familles désunies.

Des nouvelles nous parviennent concernant le marché du logement. La presse en effet verse des larmes parce que les couples séparés sont forcés de cohabiter, car ne pouvant pas se payer deux logements.

Ce doit être l'enfer dans cette forme de cohabitation et en particulier pour les enfants.

Une autre conséquence sur le logement est qu'il y a un besoin accru de logements, puisqu'il faut deux logements au lieu d'un seul, avec bien entendu une raréfaction des logements ou une augmentation de leur prix.

Le pire est que la propagande ne s'arrête pas.

Nous avons récemment vu une firme d'automobiles faisant de la publicité pour une voiture très vaste convenant aux familles nombreuses ; la publicité était axée sur un « heureux divorce » à la suite duquel la famille avait vu ses effectifs doubler !

CQFD

STRESS AU TRAVAIL

Devant l'épidémie de suicide dans une grande entreprise publique, tout le monde s'interroge. Il est facile de remarquer d'ailleurs, que la proportion n'est pas très exagérée par rapport à d'autres suicides dans d'autres secteurs..

La presse, aux ordres comme toujours du pouvoir, accuse le patronat qui ferait forte pression sur les salariés.

Personne, toutefois, ne désigne les politiques et les Hommes de l'Etat, c'est-à-dire le groupe des prédateurs étatiques qui détruisent les entreprises par leurs impôts et leurs réglementations.

Faut-il rappeler que depuis une vingtaine d'années la plupart des grandes industries françaises ont été supprimés, même s'il y a des brillantes exceptions. Et maintenant ce sont les services eux-mêmes qui délocalisent.

Il en résulte nécessairement que les firmes qui arrivent à résister et qui ne veulent pas ou ne peuvent pas se délocaliser sont obligées d'exercer une pression considérable sur leurs collaborateurs.

Rappelons en passant deux véritables bombes envoyées contre l'économie française, à savoir la retraite à 60 ans et les 35 heures.

Cela n'empêche pas le gouvernement de continuer à accuser les patrons. Le ministre du travail à Paris vient de sommer les grandes entreprises de négocier avec les syndicats sur le stress au travail.

C'est une nouvelle intrusion abusive du pouvoir dans le fonctionnement des entreprises et malheureusement les grandes entreprises au lieu de se révolter agissent dans le sens du gouvernement et se plient à ses désirs.

BREVES ET LONGUES

PARISOT COMPLICE

Le grand emprunt tarde à voir le jour. Or il est abusivement présenté pourtant comme l'arme absolue contre la crise et il risque d'arriver comme les carabiniers.

Le pouvoir dictatorial bute sur la réalité, c'est-à-dire comment employer l'argent qu'il va récolter et qu'il n'a pas encore ?

Les projets qui circulent sont de plus en plus fumeux et malheureusement Madame Parisot, au lieu de montrer carrément son hostilité à ce grand emprunt comme elle devrait le faire, joue le jeu du gouvernement en faisant des propositions qui s'inspirent toutes du socialisme le plus ordinaire. Nous en citons quelques-unes.

Elle propose de relayer l'investissement privé par l'investissement public ? Elle propose aussi d'assurer un retour sur investissement à horizon de 10 à 15 ans : c'est évidemment de la ruine.

Il faudrait aussi lier les programmes joignant plusieurs secteurs et plusieurs acteurs à la fois : c'est évidemment l'assurance du plus grand désordre et que fait-elle du marché dans ce salmigondi ?

Bien entendu elle approuve l'objectif de créer des agences dédiées à la gestion des programmes ce qui veut dire créer de nouvelles sources de dépenses avec beaucoup de fonds publics.

Autre proposition : mettre en place un fonds de garantie pour les petites entreprises qui pourrait recevoir jusqu'à un milliard d'euros par an pendant 10 ans : bonjour les impôts et l'endettement

A voir cette organisation patronale et bien d'autres jouer le jeu du gouvernement l'on peut se demander pourquoi ces complicités ? La réponse probable c'est le circuit de l'argent dans la « République Fromagère » et également le recrutement de ces organisations qui se confond avec celui du haut fonctionariat.

LES IMPOTS INCONNUS

Comme je l'ai souvent dit, l'angoisse est grande dans les palais nationaux tant les dirigeants ont besoin d'argent pour faire face aux dépenses insensées qu'ils infligent au peuple français depuis des années et, ceci, le plus souvent pour leur avantage propre ou leur bon plaisir.

L'imagination est au pouvoir pour créer des impôts et l'on découvre sans cesse avec stupéfaction les fruits de cette imagination.

Le « leader maximo » a donc décidé de son petit nuage la suppression de la publicité pour les chaînes publiques de télévision et a mis, de ce fait, le désordre dans toute l'industrie de la télévision. Du coup le projet est de taxer à 1,5 % les chiffres d'affaires publicitaires de TF1 et de M6 et à 3 % celui de Canal+, ceci pour compenser la recette perdue des chaînes publiques.

Bien entendu les chaînes frappées par ce projet crient au scandale et demandent un moratoire.

L'EUROPE ET LES ENERGIES VERTES

Par toutes ses activités diverses et variées, l'Europe ruine les habitants du continent européen : impôts et réglementations matraquent la vie économique ainsi que la vie privée de tout cet immense continent.

Cela continu par l'orientation de l'Europe en faveur des énergies vertes au nom de la chimère du réchauffement climatique.

Il est annoncé que 2 milliards 800 millions d'euros seront dépensés dans les énergies dites renouvelables. Bien entendu par voie de conséquence les dégâts sur l'environnement seront absolument irréversibles puisqu'en particulier l'énergie éolienne aboutit à enfouir dans le sol d'immenses blocs de béton dont personne n'aura jamais rien à faire.

DOCUMENTS

Nous publions les documents tels que nous les recevons. Ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

VACLAV KLAUS

<http://reseauliberte.ning.com>

C'est triste à dire, mais à part *Valeurs Actuelles* (qui est un hebdomadaire), je ne vois aucun journal de la grande presse ayant le courage de porter de vraies idées de droite. Quant à défendre des thèses vraiment libérales... pschitt !

En effet, notre pays est littéralement empoisonné, depuis plus de six décennies, par les miasmes d'une idéologie déhumanisante dans laquelle, semblant y trouver leur compte, se vautrent les Français.

Rien ni personne ne paraît donc vraiment capable, depuis plus de soixante ans, de toucher l'esprit et le coeur de nos concitoyens dont l'insensibilité aux mutations du monde se révèle, finalement, des plus confondantes.

Pour en revenir à la presse quotidienne supposée de droite, le journal *Le Figaro* apparaît en bonne place pour prétendre à ce titre élogieux mais semble ne pas bien en concevoir, politiquement correct oblige, toutes les vertus.

Ainsi, quand *Le Figaro* (14/10/09, p.9) commente le combat (d'arrière-garde ?) du président de la République tchèque, Vaclav KLAUS, fort sympathiquement qualifié par le quotidien du matin de "docteur No" de l'Europe avec un rappel obligé à Mme THATCHER, de quel côté son coeur penche-t-il vraiment ?

Pour prendre pleinement connaissance de l'article intitulé : "Vaclav Klaus, le "docteur No" de l'Europe", cliquer directement sur l'adresse suivante :

www.lefigaro.fr/international/2009/10/14/01003-20091014ARTFIG00049-vaclav-klaus-le-docteur-no-de-l-europe-.php

A mon grand regret, tant il apparaît que *Le Figaro* sacrifie clairement et mécaniquement aux exigences de la pensée unique, je me vois obligé d'exprimer ici mon désaccord avec la ligne éditoriale suivie par ce journal.

Par chance, le quotidien dispose de quelques plumes aussi prestigieuses que courageuses qui lui permettent, en quelque sorte, de sauver l'honneur dans un univers journalistique très majoritairement dédié aux thèses de gauche.

Alors, que reproche-t-on à Vaclav KLAUS qui puisse ainsi lui valoir tant d'ennemis du genre irréductible ? Avant tout d'être un empêcheur de tourner en rond décidé à tout entreprendre, selon ses détracteurs, pour saboter le traité de Lisbonne et, pour faire bonne mesure, le sommet onusien d'après Kyoto prévu à Copenhague en décembre prochain.

Mais aussi, pourquoi tant de détermination de la part de M. KLAUS ? Tout naturellement parce qu'il éprouve la plus grande défiance à l'endroit des européens. Qu'est-ce qu'un européen ? Un partisan du super Etat européen en gestation avancée dans le traité de Lisbonne.

En foi de quoi, le président de la République tchèque se voit affubler, dans l'article du *Figaro*, de noms d'oiseaux fort bien calibrés pour entretenir l'idée, dans l'esprit du lecteur, que Vaclav KLAUS est bien l'affreux jojo que la presse bien-pensante, majoritaire, se fait un devoir d'outrager.

"Vaclav Klaus n'est pas un homme de nuance. Le président tchèque, ultralibéral assumé et eurosceptique fervent n'aime rien tant que les provocations et les prises de positions à rebrousse-poil.

Trêve de poncifs ! Pourquoi "ultralibéral assumé" et non pas "libéral assumé" tout court, une qualification déjà suffisamment insultante en soi aux yeux des bonnes âmes qui, par ailleurs, refusent à toute force de rendre leurs libertés aux Français maintenus en servitude ?!

"Il a même fait de l'accumulation de sorties iconoclastes une habitude, brocardant le réchauffement planétaire et les écologistes "hystériques", critiquant les lois antitabac ou antidiscrimination "inutiles" (...) il s'est récemment distingué en imputant la crise financière mondiale à la réglementation excessive des marchés.

En effet, Vaclav KLAUS dénonce haut et fort ces pseudo-grandes causes contemporaines peintes en vert, rose et rouge plus que jamais acharnées, comme hier au XXe siècle totalitaire, à fabriquer l'"homme nouveau" : l'"esclave nouveau", devrais-je même plutôt dire.

"Mais la cible favorite de sa vindicte reste de loin l'Union européenne, dont il dénonce les penchants 'socialistes', 'le déficit démocratique' ainsi que la 'dérive fédéraliste'". Eh oui ! Il n'est pire aveugle que celui qui ne veut pas voir...

Même l'ancien président Vaclav HAVEL, héros de la Révolution de velours et prix Nobel de la paix, se joint au chœur des critiques; en effet, pour lui, M. KLAUS *"fait du mal à cette république (Ndlr : tchèque) et (est) irresponsable"*. Dont acte.

Pour conclure, les esprits libres (par exemple les libéraux) se gardent bien de juger négativement l'attitude du "dissident de l'UE", tel que le président KLAUS se définit lui-même, et ce, pour les meilleures raisons du monde.

Car prévenir les peuples d'Europe sur le danger potentiel d'un super Etat porté en germe par le traité de Lisbonne, les mettre en garde contre une idéologie (verte) qui, toujours selon lui, "menace la liberté, la démocratie et la prospérité" relève-t-il réellement du domaine des limbes ?

Hélas, je ne le pense pas quand je vois comment les aspirations des peuples sont systématiquement contournées pour mieux les détourner de leur volonté, par exemple en les faisant revoter quand ils ont osé, forts de leur bon droit, battre en brèche le bon plaisir du Prince de Bruxelles !

L'histoire se déroule sur un temps long. Peut-être faudra-t-il encore attendre un peu pour savoir si Vaclav KLAUS a eu raison d'alerter, comme il le fait, ses contemporains. Mais, pour ma part, je suis tout à fait convaincu que l'avenir lui donnera pleinement raison.

Librement !

Philippe (Sully) ROBERT

Membre du Parti libéral démocrate

<http://sully1.typepad.com> & <http://cozop.com/sully1/>

02400 FRANCE

LA SUISSE : POURQUOI ELLE S'EN SORT MIEUX

Depuis des années la France est déficitaire. Elle vit à crédit. Elle tire des traites sur l'avenir. N'importe quel ménage, ou n'importe quelle entreprise, qui se comporterait ainsi serait mis en faillite. Cela dure depuis 35 ans. Les Français se sont habitués à cet état de choses. Ils ne pensent même pas que l'Etat, multiforme et monstrueux, puisse engendrer autre chose que des déficits.

Pourtant il n'en a pas toujours été ainsi. Il suffit d'aller sur le site de l'INSEE et d'admettre que les chiffres publiés ne sont pas faux - ils enjoliveraient plutôt les choses. Le tableau 3.346 des déficits publics français ([ici](#)) des 50 dernières années est éloquent : le dernier exercice sans déficit remonte à 1974, quand Valéry Giscard d'Estaing a été élu président. Depuis il n'a fait que croître et embellir. En France l'économie n'est pas le moins du monde libérale depuis bien longtemps et l'interventionnisme de l'Etat est la règle, la liberté économique l'exception.

Sous de Gaulle, puis sous Pompidou, entre 1959 et 1973, deux exercices seulement sont déficitaires : 1967 et 1968, mais le déficit ne représente alors que 0,3% et 1,1% du PIB. Aujourd'hui de tels résultats feraient saliver les hommes politiques dotés d'un peu de jugeote. Mais, comme ils sont tout sauf raisonnables, ils ne paraissent pas autrement effrayés par leur gestion calamiteuse, et n'envient pas l'époque où une saine gestion était encore bénéfique pour tout le monde. Le déficit budgétaire a atteint 3,4% en 2008

et devrait doubler en 2009...

Dans ces conditions il n'est pas étonnant que la dette publique et que les prélèvements obligatoires aient tous deux augmentés, la dette publique n'étant rien d'autre qu'un impôt différé dans le temps. Si l'on en croit l'INSEE, la dette publique française, tableau 3.341 ([ici](#)), est passée en 20 ans, de 1978 à 2008, de 21,1% à 67,4% du PIB. A la fin du deuxième trimestre de 2009, il atteint même déjà 73,9% du PIB, plan de relance inutile - sans réelle diminution des dépenses -, d'un total de 65 milliards d'euros ([ici](#)), oblige. Et ce n'est pas fini...

Sur la période qui va de 1980 à 2008, le poids des prélèvements obligatoires est passé de 40,1 à 42,8% du PIB, toujours selon l'INSEE. Ce qui veut dire que l'on a ponctionné davantage mais que l'on a remis à plus tard le gros de l'effort pour éponger les déficits. Ce qui veut dire aussi que l'Etat n'a pas fait de cure d'amaigrissement et qu'il se porte mieux que les contribuables, présents et futurs, qui le nourrissent et qui l'engraissent.

Les Français sont habitués au chômage depuis longtemps. Depuis 1982 ([ici](#)) son taux n'est pas descendu en-dessous de 6,9%, en 1982 justement. Il a culminé à 10,9% en 1997. Il est remonté à 9,1% à la fin du deuxième trimestre de 2009. Comme ils se sont habitués à l'augmentation continue de la dette publique, les Français n'imaginent même pas qu'un pays puisse connaître un chômage en-dessous de 5%. Même quand l'économie repart le taux de chômage reste élevé en France. La gestion catastrophique des finances publiques n'est pas seule en cause. Est responsable également une protection sociale coûteuse et démesurée.

Comme le montre la courbe de la quote-part des déficits publics suisses dans le PIB ([ici](#)), cette quote-part est tantôt positive, tantôt négative. Cela résulte du fait que le frein à l'endettement est inscrit dans la Constitution fédérale ([ici](#)). L'article 126 pose comme principe que :

La Confédération équilibre à terme ses dépenses et ses recettes.

Autrement dit la Confédération doit équilibrer ses dépenses et ses recettes sur un cycle conjoncturel. Il ne peut pas y avoir de déficit structurel comme les keynésiens le préconisent.

Il en résulte que l'endettement public [[ici](#) tableau en bas de page] - Confédération, Cantons, Communes, Sécurité sociale obligatoire - est moindre. De 32,2 % du PIB en 1990 il est monté jusqu'à 55,3% en 1998, redescendu à 41,3% en 2008, pour redescendre cette année encore à 40% [voir [ici](#) l'article de *La Tribune de Genève*], malgré la récession. Les recettes fiscales sont de ce fait contenues. Elles oscillent entre 31,2% du PIB en 1990 et 38,4% en 2003. Elles sont estimées à 37,2% en 2008.

Comparées aux 65 milliards du plan de relance français, les trois phases, à la mode suisse, de mesures de stabilisation, décidées, sur proposition du Conseil fédéral, et réduites par le parlement helvétique, paraissent bien modestes, 2,1 milliards de francs au total ([ici](#)), soit de l'ordre de 1,4 milliard d'euros, et c'est tant mieux. Comme je l'écrivais en

avril dernier ([ici](#)) :

Les pays qui s'en sortiront le mieux seront ceux qui auront le moins relancé.

Enfin prenons le dernier indicateur qu'est le taux de chômage ([ici](#)). En 1998 le taux de chômage en moyenne annuelle était en Suisse de 3,9%. A partir de là ce taux est descendu à 1,7% en 2001. Il est remonté en 2008 à 2,6%. Du deuxième trimestre 2008 au deuxième trimestre 2009, le taux de chômage est passé ici de 3,4% à 4,1% ([ici](#)). Les conditions cadres de son économie y sont pour quelque chose. Et puis, trop de protection sociale, comme en France, tue la protection.

Comme on le voit les meilleurs résultats obtenus par la Suisse ne sont pas le fruit du hasard. Même s'il reste trop gourmand à mon goût, l'Etat y est bien moins rapace qu'en France et c'est la raison essentielle pour laquelle la Suisse se porte mieux que la France, complètement à la dérive. Le dernier renforcement de l'Etat pourrait bien finir par achever cette moribonde, qui d'année en année recule dans les classements établis par le FMI ou par Eurostat.

Le PIB nominal est un indicateur trompeur, faussement rassurant. La France mesurée à cette aune est au 5^{ème} rang mondial et la Suisse au 21^{ème}. Classée par le FMI en fonction du PIB par habitant la France se retrouve au 15^{ème} rang alors que la Suisse est au 6^{ème}. Classée par Eurostat en fonction du PIB par habitant en standards de pouvoir d'achat, la France figure au 22^{ème} rang et la Suisse au 4^{ème}. Ces chiffres parlent d'eux-mêmes. Tout est dit.

Francis Richard

Lausanne, le 5 octobre 2009

Fin